

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2

Chez CGN EE, Tour Pacific
11 Cours Valmy
Paris la Defense
92000 Nanterre

Références :
Code AIOT : 0005704184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2 implanté Parc éolien de Champfleury 2 Parcelle ZS 60 10700 Salon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2
- Parc éolien de Champfleury 2 Parcelle ZS 60 10700 Salon
- Code AIOT : 0005704184
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de CHAMPFLEURY 2 est composé de 6 éoliennes de 121,35 m de hauteur pour 92 m de diamètre de rotor. La puissance unitaire des éoliennes est de 2,05 MW. L'exploitation des installations est autorisée par antériorité du 30 novembre 2012.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déploiement des mesures ERC	Lettre préfectorale du 15/11/2018	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Collecte des données du suivi	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	environnemental		
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a montré la nécessité de mettre en place rapidement des dispositions complémentaires de protection des chiroptères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 15/11/2018
Thème(s) : Autre, biodiversité
Prescription contrôlée : La lettre préfectorale du 15 novembre 2018 demandait la transmission de l'attestation de mise en application des mesures de bridage proposées par le bureau de suivi environnemental (bridage Chiroptère sur la période du 1 ^{er} avril au 31 octobre si T>10°C et vitesse du vent < 6m/s)
Constats : L'attestation de mise en place du bridage n'a pas été transmise suite à la demande de la lettre préfectorale du 15 novembre 2018. Lors de la visite du 25 juillet 2024, l'Inspection a effectivement constaté l'absence de bridage sur ce parc. De plus, les parcs voisins de VIAPRES 1 et VIAPRES 2 exploités par le même exploitant font l'objet depuis le mois d'août 2024 d'un bridage en faveur des chiroptères, confirmant la nécessité de mesures de bridage, selon les dispositions suivantes cumulées : <ul style="list-style-type: none"> • du 1^{er} avril au 31 octobre ; • du crépuscule au lever du soleil (1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil) ; • lorsque la température est comprise entre 15 °C et 24 °C ; • à des vitesses de vent inférieures à 5,5 m/s.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires par arrêté de mesures d'urgence

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu

par le ministre chargé des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier suivi environnemental en application de l'article 12 de l'Arrêté du 26 août 2011 a été mis en œuvre en 2017 en commun avec le parc éolien de VIAPRES.</p> <p>L'Inspection note que malgré les conclusions de ce suivi qui préconisait "d'effectuer un suivi de l'activité des chiroptères en nacelle, sur l'éolienne V11, pour ensuite coupler les niveaux d'activité avec les conditions météorologiques, de façon à définir des seuils de température et de vitesse de vent à partir desquels brider les éoliennes (au moins V11)" aucun suivi environnemental n'a été effectué depuis.</p> <p>Le prochain suivi sera mis en œuvre à partir de 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence d'étude récente, aucun dépôt n'a été mis en ligne dans l'outil de télé-service.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données techniques relatives au parc sont déclarées dans OREOL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite